



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Conférence de presse du 4 mai à Berne: Dépôt de la pétition au Conseil fédéral sur la convention de sécurité sociale avec le Kosovo

Le Conseil fédéral doit agir!

On a appris début mars que la Suisse n'allait pas renouveler la convention sur la sécurité sociale avec le Kosovo ce qui a mis en colère les environ 170 000 personnes originaires du Kosovo qui vivent en Suisse. La dénonciation de cette convention touche durement ces personnes et les discrimine. Ce matin, les syndicats Unia, SIT (GE) et l'autre Syndicat (VD) ont remis une pétition au Conseil fédéral munie de plusieurs milliers de signatures lui demandant d'agir sans tarder.

Depuis le 1^{er} avril, les kosovars dont les enfants sont restés au pays ne reçoivent plus d'allocations familiales. Dorénavant, celles et ceux qui veulent rentrer au Kosovo pour y passer leur retraite ne peuvent plus s'y faire verser leur rentes AVS. «Il s'agit d'une grave discrimination de personnes qui ont travaillé une bonne partie de leur vie en Suisse et ne peuvent plus choisir où ils souhaitent passer leur retraite», s'est indignée Rita Schiavi, membre du Comité directeur d'Unia lors de la remise de la pétition au Conseil fédéral.

Les personnes le plus pénalisées sont celles qui deviendraient invalides après seulement quelques années de vie active. Ces salarié-e-s ne reçoivent qu'un tout petit capital qui pourrait suffire pour vivre au Kosovo. Les travailleurs à la retraite ou invalides kosovars sont donc obligés de conserver leur domicile en Suisse. «Alors que des rentes très basses suffisent pour vivre au Kosovo, elles ne suffisent pas en Suisse. Ils sont donc obligés de demander des aides supplémentaires, surtout si une rente est censée faire vivre une famille entière», a ajouté Ueli Leuenberger, conseiller national genevois et président des Verts.

Le Conseil fédéral justifie sa décision de ne pas reconduire la convention par le manque de structures étatique au Kosovo. Les contrôles, par exemple des bénéficiaires de rentes AI, ne seraient pas possibles. «Pourtant, la Suisse a été le premier Etat à reconnaître le Kosovo. Au lieu de discriminer les gens du Kosovo en dénonçant cette convention, la Suisse devrait plutôt remplir son devoir moral et aider ce jeune Etat à mettre en place ses structures étatiques! On ne peut quand même pas pénaliser ces gens parce que les deux Etats ont des problèmes d'application!», s'est exclamé le conseiller national Max Chopard-Acklin.

La pétition s'adresse également aux autorités du Kosovo. «C'est grâce au gros travail d'information que les syndicats ont effectué ces derniers mois que les gens ont compris ici et au Kosovo quels effets négatifs avait l'absence de convention sur la sécurité sociale», a relevé le syndicaliste du SIT Shani Zekolli. La pression augmente maintenant aussi sur les autorités kosovares afin d'exiger que des négociations pour renouveler cette convention soient entamées sans délais.

Les Kosovars et Kosovares peuvent compter sur leurs syndicats pour faire avancer ce dossier avance au plus vite.